

## Article

---

« L'URSS et la stratégie du mouvement communiste international »

François Fejtö

*Études internationales*, vol. 6, n° 3, 1975, p. 307-317.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700574ar>

DOI: 10.7202/700574ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## L'URSS ET LA STRATÉGIE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

François FEJTÖ \*

Nous assistons, depuis quelque temps à des événements et à des évolutions intéressants, intrigants et contradictoires, au centre desquels se trouvent précisément les partis communistes dont nous discuterons en détail. Il sera utile, pensons-nous, de faire le point de la situation et de mettre à profit la présence d'éminents spécialistes de tel ou tel parti pour tenter de dégager par la comparaison entre leurs activités une vue d'ensemble des problèmes.

Entrons immédiatement dans le sujet qui nous préoccupe en rappelant qu'en octobre dernier, la simultanéité de plusieurs événements – durcissement soviétique face aux États-Unis, soudaine activation du parti communiste portugais, changement de tactique du parti communiste français – ont incité les observateurs du monde communiste à poser la question de savoir s'il s'agissait là de pures coïncidences ou, au contraire, de mouvements concertés. Y a-t-il, oui ou non, un tournant dans la politique extérieure de l'Union soviétique, et ce tournant devrait-il une fois de plus se répercuter sur l'ensemble du mouvement communiste international d'obédience moscovite<sup>1</sup> ?

En fait, vu l'aggravation de la crise économique, monétaire, énergétique de l'Occident depuis 1973, une réévaluation de la politique soviétique paraissait nécessaire, en tout cas très probable. Avant d'éclairer un peu cet aspect du problème, qui sera dans l'arrière-plan de notre colloque, ouvrons une parenthèse en rapport avec les questions posées ici.

Nous avons pu assister tout récemment à une espèce de réhabilitation de la « kremlinologie ». En effet, de récents développements de la politique soviétique ont révélé qu'un des traits caractéristiques majeurs du régime stalinien, la conception du secret entourant la vie, les discussions et les décisions de la direction soviétique, non seulement n'a pas changé, mais s'est en quelque sorte renforcé. Ainsi l'éclipse pendant près de deux mois du secrétaire général du

---

\* Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

1. Cf. Annie KRIEGEL, « Une nouvelle stratégie communiste », dans *Contrepoint*, n° 17, 1975 et Branko LAZITCH, « Trois interrogations », *id.*

parti communiste soviétique, — éclipse qui coïncidait justement avec le durcissement de la politique, du moins à l'égard des États-Unis, que nous venons d'évoquer a remis en œuvre certaines méthodes d'analyse du passé, avec la différence peut-être que, cette fois-ci, les messages, les indices, les fuites permettant de déceler des tendances ou d'éventuels conflits internes au sein du groupe dirigeant, étaient plus rares que jamais. « Quelque chose » s'est passé avec et autour de la maladie — mais quelle maladie? — de Brejnev, mais la nature de ce « quelque chose » est demeuré couverte de mystère. Au moment de la crise tchécoslovaque de 1968, on avait pu encore distinguer assez clairement des attitudes dures et modérées parmi les hauts dignitaires du régime. On avait eu des raisons de croire, par exemple, que Michel Souslov, responsable de l'Internationale communiste, exhortait à la prudence, tandis que l'Ukrainien Chelest, qui craignait la contamination de sa république par le voisin révisionniste, avait poussé à l'intervention. Cependant, lorsque le même Chelest fut limogé, fin 1972, on formulait à son propos des hypothèses contradictoires. Selon certaines rumeurs (mais qui les a répandues?) la disgrâce de cet homme puissant et ambitieux était due à son opposition au rapprochement soviéto-américain à un moment où les États-Unis avaient intensifié leur pression sur le Viêt-nam du Nord. Selon des sources ukrainiennes diffusées par le *Samizdat* de Kiev, elle fut provoquée ou du moins justifiée par des raisons purement internes : l'indulgence jugée comme trop excessive à Moscou que Chelest aurait témoignée envers des intellectuels ukrainiens qui protestaient contre la russification intense de la culture de leur ethnie. Plus récemment, la révocation de Piotre Démitchev de son poste de président de la Commission idéologique devait-elle être expliquée par son échec à mater les contestataires, ou son excès de dureté, son incompetence ou son usure, qui le sait<sup>2</sup>? Nous sommes bien loin de l'époque où le professeur Karl Linden, pourtant pas journaliste mais humble universitaire, avait pu faire observer dès 1963, sur la base de simples analyses de textes officiels, les difficultés croissantes de Khrouchtchev et prédire sa chute. Michel Tatu, qui avait montré tant de maîtrise dans la micro-analyse kremlinologique, serait aujourd'hui bien embarrassé, il nous l'a d'ailleurs avoué, à vouloir déchiffrer des textes dont l'opacité défie toute perspicacité. Mais peut-être, lui avons-nous fait remarquer, a-t-il lui-même involontairement contribué à l'épaississement du secret en incitant les dirigeants soviétiques à rendre les coulisses du Kremlin encore plus impénétrables au regard indiscret des observateurs étrangers?

L'indication la plus intéressante sur l'évolution de la politique soviétique au tournant de 1974-1975 se trouve dans une mise au point de la *Pravda* du 21 janvier, consacrée aux méthodes de travail du parti. Le journal insistait sur deux thèmes majeurs des structures politiques soviétiques : la *collégialité de la direction* et le *rajeunissement du personnel dirigeant*. Le respect du principe de la collégialité, soulignait l'article,

2. Cf. le portrait haut en couleur de Démitchev (Diomitchev) peint par Soljenitsyne dans son dernier livre, *Le Chêne et le Veau*, le Seuil, Paris, 1975, pp. 95-100.

créée des possibilités de faire entrer avec succès la politique scientifique du Parti dans la vie et constitue une garantie contre l'unilatéralité et toute prise de décision subjective.

La formule prend son relief si l'on se rappelle premièrement que le principal reproche public fait à Khrouchtchev lors de son éviction en 1964 concernait son subjectivisme et que, deuxièmement, on a pu constater au cours des dernières années certains signes d'une concentration croissante des décisions autour de la personne de Léonid Brejnev. Dès lors l'article de la *Pravda* a pu être interprété comme un avertissement, une mise en garde adressée au chef du parti afin qu'il n'empiète pas sur les co-pouvoirs des membres du Politburo et du Comité central et ne tente pas d'être sensiblement « plus égal » que ses pairs. Cependant, par la suite, le même article affirmait que le principe de collégialité *a été*, qu'il était appliqué à tous les échelons du parti, se caractérisant

par une amélioration permanente de la qualité des dirigeants des organes du Parti et aussi par la pénétration de nouvelles forces venant des profondeurs du peuple.

Le journal soulignait aussi la nécessité d'appliquer le principe de la responsabilité d'un chef unique. Ces passages ouvraient la voie à une seconde interprétation plus plausible, à savoir que l'article en question avait été inspiré par Brejnev, par son entourage qui s'attachait à défendre « le patron » contre toute accusation de pouvoir personnel, le présentant comme le défenseur irréprochable des deux volets du style léniniste dans le travail du parti, la collégialité d'un côté, la responsabilité personnelle de l'autre côté. Grâce à l'application de ces principes, écrivait la *Pravda*, « l'unité et la cohésion du Parti ainsi que son renouvellement grâce à l'apport du sang neuf peuvent être assurés ». Mais quelle que soit l'interprétation exacte des énoncés sibyllins de la *Pravda* qui ont fait la joie des vieux kremlinologues tels que Victor Zorza, l'article a montré en tout état de cause que le problème du *style de la direction* avait fait l'objet de discussions, qu'il y eut quelque chose comme un conflit probablement entre octobre et décembre, date de la dernière réunion du Comité central en 1974, et il était permis de penser que l'objet ou le prétexte de ce conflit avait été fourni par les promesses faites par Brejnev à Kissinger sur l'émigration des Juifs, – promesses révélées par Jackson et que certains éléments de la direction, comme Chélépine, avaient jugées comme excessives et humiliantes pour l'URSS.

Le « limogeage » de Chélépine, annoncé à l'issue d'une réunion du Comité central, en avril 1975, paraissait confirmer cette hypothèse<sup>3</sup>. Tout se passe comme si la crise (une toute petite crise) du Kremlin avait été résolue par une espèce de nouveau pacte conclu entre Brejnev et sa majorité dans un sens semblable au *gentlemen's agreement* entre Khrouchtchev et le Comité central au XXII<sup>e</sup> congrès 1961, – un accord aux termes duquel le chef du parti se serait engagé à ne plus outrepasser sa compétence et à partager dans une plus grande mesure les responsabilités de gestion avec ses pairs. Il est d'ailleurs tout à fait

compréhensible que la maladie de Brejnev, dont l'apparence et les circonstances avaient rappelé celle du président Pompidou, ait été mise à profit par des gens qui briguent sa succession pour renforcer leur position. Il apparaîtrait donc que, parallèlement à ce qui se passe aux États-Unis où le Congrès prend le pas sur le Président, en Union soviétique également on assisterait au commencement d'une période transitoire où l'importance du Politburo et surtout celle du Comité central, arbitre traditionnel en cas d'affaiblissement de la cohésion du Politburo, s'accroîtraient avec tout ce que cela comportera d'incertitudes sur l'issue d'une lutte pour une succession, désormais ouverte semble-t-il, et dont il conviendra de suivre avec attention les péripéties.

Nous fermons cette excursion dans la kremlinologie pour revenir à notre première question de savoir dans quelle mesure on peut parler *hic et nunc* d'un changement de la perception par l'URSS de la situation mondiale et des rapports de forces internationales, – changement de perception qui serait à l'origine d'un changement de stratégie et de tactique à la fois en URSS et dans le mouvement communiste international ?

Notons d'abord que la crise monétaire et énergétique de l'Occident a surpris les spécialistes et futurologues soviétiques tout autant que leurs homologues de l'Ouest. On peut citer à cet égard un exposé de l'académicien Inozemtsev à la Conférence des instituts européens des relations internationales au début d'octobre 1972 à Varna, en Bulgarie – long exposé dans lequel la possibilité d'une crise énergétique n'a guère été envisagée... Mais une fois arrivée, la crise a dû être intégrée aux projets politiques. Peu avant de tomber malade, Brejnev dans un discours prononcé à Kichinev avait indiqué que la politique de paix de l'Union soviétique

*prenait une nouvelle dimension face à la crise profonde et sans précédent par sa force et son acuité, que connaît la société bourgeoise de l'Occident. L'inflation irréversible, les bouleversements monétaires et financiers, la crise énergétique, la baisse de la production industrielle, la récession, l'extension du chômage, sont les symptômes économiques de la maladie du capitalisme de nos jours*<sup>4</sup>.

On pourrait déduire de ces propos que la destabilisation de l'Occident avait amené les Soviétiques à procéder à une analyse nouvelle et à une analyse nouvelle et à une révision totale ou partielle de leur stratégie. Certains observateurs estimaient que le durcissement qui a suivi l'annulation du voyage de Brejnev dans le Proche-Orient et coïncidé avec son éclipse de 50 jours, traduisait les conclusions de ce travail de réappréciation. Cependant, ce qui frappe dans les déclarations officielles soviétiques enregistrées depuis l'automne dernier, c'est leur *extrême prudence*. On parle de la crise, on évoque bien la maladie du capitalisme, mais on ne va guère jusqu'à assimiler les phénomènes de crise de l'Occident,

3. Cf. l'analyse de Victor Zorza, dans *The Guardian* du 18 avril 1975, p. 13.

4. *Le Monde*, 13 octobre 1974.

dans les termes classiques de l'analyse marxiste, à une crise générale du parti communiste qui ouvrirait des perspectives nouvelles pour la révolution mondiale depuis si longtemps attendue. *Les textes soviétiques expriment l'inquiétude plutôt que la jubilation devant la crise.* Brejnev lui-même, dans le discours cité plus haut, parlait des « nouvelles menaces réelles et potentielles pour la paix et la sécurité des peuples » que recèlent « l'aggravation des contradictions entre États et groupements capitalistes et le déploiement de la course aux armements ». De même, Zagladine dans un article publié par les *Temps Nouveaux* (n° 51, 20 décembre 1974) évoquait les *nouveaux dangers suscités* par les secousses économiques et politiques des pays occidentaux, le plus grand danger résidant dans une « réactivation des éléments agressifs de droite ». Des craintes semblables ont été exprimées avec plus de franchise encore par des commentateurs d'autres pays de l'Est. Ainsi, un article de fond publié par l'organe officiel du parti hongrois, le *Népszabadság* (21 janvier 1975) sous le titre « Qu'est-ce qui change ? », affirmait sans ambage que le camp socialiste ne souhaitait pas « l'avènement d'une situation chaotique dans l'économie mondiale ». En effet, expliquait ce journal

au niveau actuel de la division mondiale du travail et du commerce, l'avènement d'un tel chaos désavantagerait de toute évidence les intérêts des pays socialistes également et pourrait dans certaines circonstances freiner, voire arrêter tout le processus de la détente internationale.

Prenant la parole au congrès du parti communiste hongrois, Brejnev s'est exprimé dans le même sens, en disant que

bien entendu la situation sur le marché mondial ne peut manquer d'exercer une certaine influence sur nos affaires économiques avec les pays non socialistes, mais, a-t-il souligné par la suite, les avantages fondamentaux du socialisme nous permettent d'aborder la solution des problèmes que cela fait surgir, etc.<sup>5</sup>

Il y a lieu de croire – nous y avons fait allusion plus haut – que les voies de la prudence n'ont pas été les seules à se faire entendre dans les discussions qui ont eu lieu dans les hautes sphères soviétiques pour définir les intérêts de l'URSS dans les circonstances nouvelles. Indépendamment même de ce qui a pu se dire au Kremlin entre Brejnev et Chélepine, avant la disgrâce de ce dernier, Boris Ponomarov évoquait à la réunion préparatoire à la Conférence des partis communistes d'Europe, à Budapest, la possibilité pour le mouvement communiste mondial d'exploiter les difficultés des gouvernements occidentaux affectés par la crise. Il convient de lier la lutte pour la détente aux objectifs de lutte sociale, expliquait-il, en évoquant la situation créée par l'affaire de Chypre, l'évolution de la Grèce, celle du Portugal, de l'Italie, de la France etc.<sup>6</sup> Dans le même

5. *Pravda*, 19 mars 1975.

6. Cf. *L'Humanité*, 23 décembre 1974. Ponomarov a prévu des « batailles sociales difficiles et acharnées » et a appelé les P.C. à « intervenir énergiquement contre les tentatives de sortir de la crise au détriment des travailleurs ».

ordre d'idées, *La vie internationale* de Moscou avait laissé entendre dans son numéro de septembre 1974 que « des conditions réelles sont en train de se former et de se développer pour servir de base à une refonte du système des relations internationales ». Mais c'étaient là des voix isolées et d'une importance limitée. Il y a tout lieu de croire qu'en fin de compte, *l'analyse des experts soviétiques* a conclu à un rejet de tout aventurisme, au maintien de la ligne de détente et de la priorité aux rapports de coopération avec les États-Unis, avec tout au plus quelques déplacements d'accent ou des modifications suggérées par la conjoncture.

Un ancien ambassadeur de Pologne, actuellement en France, dans un exposé fait récemment à l'Association internationale « Futuribles », a résumé de manière judicieuse les conclusions que l'on aurait tirées en URSS de la crise actuelle en Occident. Dans l'esprit des experts soviétiques,

...cette crise est le résultat de composantes à caractère international. Il ne dépend d'aucun des pays pris séparément de la maîtriser ou d'en atténuer les effets. D'autre part, les relations des pays producteurs d'énergie et des pays consommateurs ne peuvent atteindre un nouvel état d'équilibre durable, qu'après une longue période de tiraillements. Les différents degrés de dépendances des pays industrialisés en matière d'importation d'énergie les empêcheront d'arriver à une forme commune. La même raison, à côté de considérations purement militaires, leur interdira de recourir à une solution de force. Instruits par le passé – voir la crise de Suez en 1956, la guerre des Six Jours, la guerre du Kippour... – ils savent d'ailleurs que l'Union soviétique ne pourrait rester inactive dans le cas d'une coopération militaire dans la région du Proche et Moyen-Orient. Ils la considèrent essentielle pour sa sécurité et elle risquerait en cas d'inactivité de perdre également les positions déjà acquises sur le golfe Persique.

L'Union soviétique peut donc voir s'affaiblir l'Occident en contribuant à ses difficultés présentes sans être pour autant amené à envenimer directement la situation internationale d'une manière brusque et dramatique. Instruite par l'expérience négative du passé, elle s'efforcera au contraire de ne rien entreprendre qui pourrait contribuer à la création d'un sentiment de danger extérieur dans les pays occidentaux. Ceci pourrait avoir comme conséquence l'apparition d'une certaine solidarité entre ces pays et faciliterait l'apparition d'une cohésion intérieure qui permettrait d'atténuer les conflits sociaux issus de la crise. Par ailleurs, on considérerait en Union soviétique que le monde capitaliste acculé à des situations difficiles au point de vue économique et social pourrait chercher une issue dans la guerre. Cette théorie chère à Lénine et à Staline, n'a pas été reléguée au musée, elle dictera dans l'ensemble une prudence aux dirigeants soviétique dans leur démarche de politique étrangère visant à tirer des avantages de la situation actuelle de l'Occident<sup>7</sup>.

7. Henryk BIRECKI, « Éléments de prospective de la politique étrangère de l'URSS », document de travail (inédit.) Cf. du même auteur, « L'URSS et la crise énergétique de l'Occident », dans *Politique Étrangère*, n° 1, 1974.

À la lumière de cette analyse avec laquelle nous sommes d'accord, on s'interdira d'interpréter la dénonciation du traité de commerce soviéto-américain comme l'amorce d'une nouvelle stratégie. La lettre de Gromyko, la dénonciation de l'accord commercial, la déclaration de *Tass* publiée le 18 décembre 1974, s'expliquent aisément par le malaise provoqué à Moscou par les indiscretions de Jackson, par l'attitude discriminatoire du Congrès américain et l'on ne saurait les considérer comme un désaveu de la politique de Brejnev. On pourrait, en revanche, composer toute une brochure avec les déclarations de Moscou laissant entendre qu'en dépit de ces accidents de parcours, l'Union soviétique demeure invariablement intéressée à ce que les rapports américano-soviétiques continuent à se développer de manière positive. Les Soviétiques semblent souhaiter et espérer que le « réalisme politique » qui a prévalu à la rencontre de Vladivostock, ait le dessus aux États-Unis et qu'il continue à inspirer aussi, malgré des changements de personnel survenus à Bonn et à Paris, la politique des principaux pays occidentaux. Cet espoir, cette attente, ont été confirmés par Brejnev dès les premières déclarations qu'il a faites après son retour à l'activité, à l'occasion de la visite du Premier ministre britannique. Se félicitant du développement positif de la coopération économique entre les deux pays, le leader soviétique soulignait que les dirigeants de l'URSS

[il n'a donc pas parlé en son nom personnel] sont animés de la ferme décision de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour rendre irréversible non seulement la détente internationale en tant que telle, mais aussi le tournant vers une coopération à long terme fructueuse et réciproquement avantageuse entre pays à régime sociaux différents sur la base d'une rigoureuse égalité en droit et du respect mutuel<sup>8</sup>.

L'Union soviétique entend continuer à se conduire comme une super-puissance égale, intéressée sinon à une stabilité permanente, mais à une destabilisation contrôlée de l'équilibre mondial. Si donc « quelque chose s'est passé au Kremlin » entre octobre et décembre, nous savons à présent que ce « quelque chose » ne suscita pas de changement majeur dans la politique étrangère de l'Union soviétique, tout au plus, l'accent de la propagande s'était-il quelque peu affermi, en insistant sur l'égalité et sur l'inadmissibilité de toute immixtion dans les affaires intérieures de l'URSS et du camp socialiste.

La ligne générale de la politique soviétique reste donc officiellement la détente. On a pu se rendre compte tout récemment de la prudence de l'Union soviétique à propos des événements du Proche-Orient, puis de l'écroulement de la politique américaine au Viêt-nam. L'URSS a eu le triomphe modeste et la presse soviétique était prodigue en déclarations de sympathie à l'égard du président Ford et de Henri Kissinger. On comprend d'ailleurs parfaitement l'attitude

8. *Le Monde*, 16 février 1975.

9. Cf. H. PIERRE : « M. Kissinger a deux alliés, MM. Ford et Brejnev », dans *Le Monde*, 10 mars 1975.



soviétique si l'on considère que la politique de détente s'est révélée pour l'URSS comme très rentable... la position des États-Unis et de l'Occident en général s'est sensiblement affaiblie, les rapports de force se sont modifiés à l'avantage de l'URSS, sans que celle-ci ait dû faire pour cela le moindre effort (si l'on ne compte pas les armements fournis au Viêt-nam et aux pays arabes.) Comme l'a fait remarquer ironiquement George Arbatov, le principal expert soviétique des affaires américaines, il serait vain de chercher la « main de Moscou » dans les difficultés actuelles des États-Unis, notamment dans ses rapports avec l'Europe, le Japon, ou dans les profonds bouleversements survenus en Afrique, en Asie, en Amérique latine<sup>10</sup> Les difficultés proviennent des contradictions internes des sociétés de l'Occident, et l'URSS n'a aucunement besoin d'attiser le feu. Les communistes portugais et grecs n'ont pas joué un rôle essentiel dans le renversement de la dictature, le franquisme est ébranlé en Espagne sans que l'Union soviétique y soit pour quelque chose. L'URSS ne peut que gagner à ne rien précipiter.

\* \* \*

Si l'essentiel de la politique soviétique, comme nous venons de l'esquisser, reste inchangé et pour cause, comment expliquer certaines nouvelles péripéties du mouvement communiste international ? Il faut se garder à ce propos de considérer comme trop rigides les liens existant entre la diplomatie soviétique, d'un côté, la direction ou plutôt les directions, les orientations du mouvement communiste, de l'autre. Il peut arriver là aussi, que la main droite ne sache pas ou ne veuille pas savoir ce que fait la main gauche. Une deuxième remarque, c'est que les changements constatés depuis l'automne 1974 n'affectent en réalité sérieusement que deux partis : le parti communiste français et le parti communiste du Portugal. Dans les deux cas, on a pu observer une modification d'attitude à l'égard du parti socialiste.

Quant à l'ensemble du mouvement communiste international, ou du moins de ce qui en est resté après le schisme chinois, la préoccupation principale de l'Union soviétique semble être aujourd'hui de veiller que les différents partis n'entravent pas trop, mais plutôt servent les objectifs soviétiques. Le but c'est de renforcer la cohésion du mouvement au moyen des grandes conférences qui sont en préparation : la conférence des partis européens de l'Est et de l'Ouest prévue en principe pour juin 1975 à Berlin-Est, ainsi que la conférence de tous les partis communistes, en gestation depuis l'été 1973 mais dont la date est encore incertaine<sup>11</sup>. Simultanément, le parti communiste soviétique fait tout son possible pour renforcer, peut-être en vue de ces conférences en préparation, son contrôle des partis communistes de l'Est, afin que ces partis soient comme

10. *US, la révolution technique et scientifique et les tendances de politique étrangère* (brochure), Moscou, décembre 1974.

11. Cf. K. DEVLIN, « The International Communist Movement : Trials of the Europeans Conference Project », *RFE Research*, Munich, 18 avril 1975.

des noyaux sûrs qui continuent à propager la doctrine orthodoxe dans toute sa pureté et, notamment, la doctrine Brejnev qui n'est pas reconnue par tous les partis occidentaux. Les P.C. de l'Est sont appelés à intensifier leur propagande pour diffuser les thèses traditionnelles du rôle d'avant-garde du parti communiste, de la légitimité de leur mission historique, etc.

Ce qui semble avoir particulièrement inquiété le parti soviétique au cours des dernières années, c'était la perspective de la naissance d'une nouvelle hérésie, le « communisme occidental », dont le danger s'est précisé au début de 1974 à la conférence de Bruxelles, par un rapprochement des positions des partis communistes de France et d'Italie. Mais ce rapprochement n'était que de courte durée<sup>12</sup>. Après octobre 1974, le P.C.F. a infléchi son attitude vers des positions plus orthodoxes et, depuis lors, il apparaît de nouveau, au côté du P.C. portugais, comme l'un des deux partis sur lesquels les Soviétiques peuvent le mieux s'appuyer en Europe occidentale pour leur stratégie internationale. En ce qui concerne le parti communiste portugais dirigé par Cunhal, il a été connu depuis toujours comme étant d'un prosoviétisme inconditionnel. Il est peu probable qu'il ait développé son offensive contre le parti socialisme et pour un statut privilégié par rapport au Mouvement des Forces Armées, sans avoir pris conseil à Moscou. L'URSS prendrait-elle le risque d'encourager la transformation du Portugal en un « Cuba européen ». Certains observateurs le pensent<sup>13</sup>. Dans ce cas, la stratégie léniniste pourrait conseiller que l'on concentre l'attaque sur le maillon le plus faible du capitalisme — c'est-à-dire le Portugal — et que l'on s'abstienne d'attaquer en même temps à un endroit moins vulnérable, cela afin d'éviter de secouer le monde occidental de sa torpeur. Dans cette hypothèse, il n'y aurait pas de contradiction entre une politique offensive au Portugal, et plus modérée en France ou en Italie.

Quant au P.C. français, son évolution entre 1972 et 1974 semble avoir quelque peu préoccupé les Soviétiques avec lesquels ses rapports jusqu'alors avaient été excellents. Les Soviétiques pensaient-ils que Marchais avait fait trop de concessions aux socialistes ? On savait qu'ils n'avaient pas trop de sympathies pour Mitterrand. La visite faite par l'ambassadeur Tchervonenko au candidat Giscard en pleine campagne électorale, en mai 1974, paraissait indiquer que le Kremlin ne souhaitait pas la victoire de la gauche unie<sup>14</sup>. Qu'il l'ait suscité

12. Cf. sur l'éclatement du front commun des P.C. occidentaux, les déclarations de Sergio Segre, responsable des questions internationales du P.C. italien, citées par le *Nouvel Observateur*, le 28 avril 1975. Selon Segre, trois événements ont contribué à cet éclatement : 1) les appréciations divergentes sur la crise économique, 2) le durcissement du P.C.F. survenu au congrès extraordinaire d'octobre 1974 et 3) les divergences sur la politique du P.C. portugais.

13. B. LAZITCH, s.l.n.d.

14. Le bureau politique du P.C. s'est vu amené à exprimer publiquement son mécontentement à l'égard de cette visite. Marchais a fait allusion à cet incident en déclarant que « si Brejnev pensait que la politique de Giscard est une bonne politique, il y aurait un désaccord profond entre nous » (*Humanité*, 18 avril 1974).

ou non, encouragé ou non, le durcissement du parti communiste français, survenu en octobre 1974, coïncidant avec la manifestation d'un esprit plus offensif par le parti communiste portugais, semblait grandement satisfaire les Soviétiques. Il est à noter qu'en sortant de sa réserve, le P.C. portugais améliorerait ses chances d'arriver au pouvoir, tandis que le parti français, par son retour à l'orthodoxie, modifierait l'équilibre de la gauche en sa faveur, mais en même temps, il a sensiblement diminué à moyen terme la crédibilité de l'avènement de la gauche au pouvoir.

Quoi qu'il en soit, la stratégie internationaliste de Moscou apparaît comme très diversifiée et comporte une certaine tolérance à l'égard des partis autonomistes qui, comme les P.C. italien et espagnol, continuent à appliquer une politique de « collaboration de classe » basée sur le respect des règles du jeu démocratique. Alors que les P.C. soviétique et français ont approuvé la tactique du P.C. portugais, les dirigeants des P.C. italien et espagnol l'ont condamnée<sup>15</sup>. Le P.C. italien reste attaché à sa politique de « compromis historique » et ne revendique pas pour lui-même le « rôle dirigeant ». D'autre part, les difficiles tractations préliminaires à la conférence des P.C. européens (réunions d'octobre 1974 à Varsovie, de décembre à Budapest, de février et d'avril 1975 à Berlin-Est) ont montré que ces partis forment avec les P.C. roumain et yougoslave une fraction « indépendantiste » faisant obstruction contre l'adoption d'un document qui conduirait à une coordination trop serrée des activités de tous les partis selon un programme commun<sup>16</sup>.

Le communisme particulariste, national, reste une tendance inhérente à l'évolution du mouvement international et le Kremlin veut visiblement éviter de

15. *La Pravda* du 20 avril 1975 a catégoriquement démenti les rumeurs suivant lesquelles « les dirigeants soviétiques auraient manifesté aux communistes portugais leur désir de ne pas voir la situation évoluer au Portugal d'une manière susceptible de remettre en cause le *statu quo* européen ». Sans doute, un démenti ne prouve pas nécessairement que le Kremlin n'a pas donné des conseils de prudence à Cunhal ; il a eu même peut-être pour objet de laisser planer une incertitude à cet égard. Il reste que le P.C. portugais ne s'est pas conduit comme un parti auquel des conseils de modération avaient été effectivement donnés. Pour l'approbation du P.C.F. de la politique du P.C.P., cf. les déclarations de Roland Leroy, faites à Lisbonne et citées par *Le Monde*, le 7 mars 1975.

16. Cf. l'interview de Stane Dolanc au journal zagrebois *Vus*, citée par l'AFP. dans une dépêche du 27 avril 1975. Notons que ce qui est frappant dans ces consultations, c'est que le secret des délibérations a été observé même par les partis qui – comme ceux de Yougoslavie et d'Italie – n'ont cessé de réclamer la publicité des débats. C'est là un succès de plus pour les Soviétiques, particulièrement intéressés à ne pas étaler les divergences. De l'autre côté, la persistance du « travail de fraction » a été confirmée par un communiqué commun clôturant la visite de Santiago Carrillo à Ceausescu et exprimant le vœu des deux partis pour que « la conférence des P.C. d'Europe, en cours de préparation, soit abordée et se déroule dans un esprit démocratique, qu'elle permette le libre-échange d'opinion et qu'elle reflète la grande diversité des conditions dans lesquelles les différents partis communistes ont à travailler » (AFP, Bucarest, 6 mai 1975).

l'affronter directement. Mais les problèmes posés par les « autonomistes » apparaissent comme secondaires si l'on songe au succès de prestige que tire l'Union soviétique de la victoire remportée par Hanoi, grâce, en premier lieu, aux livraisons d'armement soviétique moderne. Ce qui a nui le plus à l'autorité soviétique auprès de certains P.C., (et précisément aux partis les plus dynamiques), c'était la supposition que, pour mener à bien sa politique de coexistence pacifique, l'URSS s'était engagée (comme l'espéraient aussi les Américains) à aider les États-Unis à maintenir le *statu quo* international<sup>17</sup>. L'URSS s'est toujours défendue contre ces soupçons. N'avait-elle pas contresigné en 1960 la déclaration de la conférence des 81 partis communistes, suivant laquelle

la coexistence pacifique... ne signifie nullement l'abandon de la lutte de classes... elle crée des possibilités favorables... au développement du mouvement de libération nationale<sup>18</sup> ?

Du point de vue du communisme international, l'évolution paraît justifier les conceptions stratégiques et tactiques de Moscou, ce qui permet au P.C. de l'URSS de marquer des points contre ses critiques et de vanter les avantages de la cohésion et de la coordination du mouvement contre les frondes et l'éparpillement des forces<sup>19</sup>.

---

17. « Nous sommes pour la coexistence pacifique ; qu'on ne nous demande pas pour autant d'accepter le *statu quo* social dans les pays capitalistes », a dit G. Marchais dans *L'Humanité*, 18 avril 1975.

18. *La Nouvelle Revue Internationale*, décembre 1960.

19. P. SERENY, « Le programme de paix soviétique sur la voie de la réalisation », dans le mensuel hongrois, *Tarsadalmi Szemle*, février 1975.